



GOUVERNANCE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN AFRIQUE

RAPPORT POST-SOMMET DE L'IA

Mars 2025



Le mot du Président



Jules Hervé YIMEUMI

Président de l'association Africa Data Protection

L'intelligence artificielle (IA), dont le développement s'accélère à l'échelle mondiale, ouvre des perspectives majeures pour l'Afrique et soulève des enjeux majeurs en matière de gouvernance. Par ses capacités de calcul, de prédiction et d'innovation, elle transforme en profondeur des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation, l'agriculture ou encore la finance. Dans un continent marqué par une dynamique de croissance et un essor technologique rapide, l'IA représente une opportunité unique pour surmonter certains défis structurels et favoriser un développement inclusif.

Toutefois, son déploiement pose également des questions fondamentales : comment garantir que l'IA réponde aux besoins et aux réalités africaines ? Comment éviter une dépendance technologique excessive vis-à-vis des grandes puissances numériques ? Comment assurer une régulation adaptée, qui protège les droits fondamentaux, la diversité culturelle et les intérêts des populations locales ? Pour s'en assurer, les pays africains doivent participer activement à l'élaboration de normes internationales, de réglementations adaptées et de cadres éthiques solides.

L'histoire a montré que les grandes révolutions technologiques façonnent les sociétés et redéfinissent les rapports de force mondiaux. Aujourd'hui, l'Afrique a l'opportunité de jouer un rôle central dans cette transformation en développant ses propres modèles d'IA, ancrés dans ses valeurs et son patrimoine intellectuel. Tout comme l'explosion de la téléphonie mobile en Afrique a permis une transformation profonde des sociétés et un accès élargi à l'information, l'essor de l'IA doit être une opportunité pour affirmer une souveraineté numérique africaine et renforcer la coopération internationale sur des bases plus équilibrées. Une gouvernance mondiale plus inclusive, prenant en compte les spécificités du continent, est indispensable pour que cette révolution technologique bénéficie à tous et reflète véritablement la diversité des perspectives humaines.

Introduction

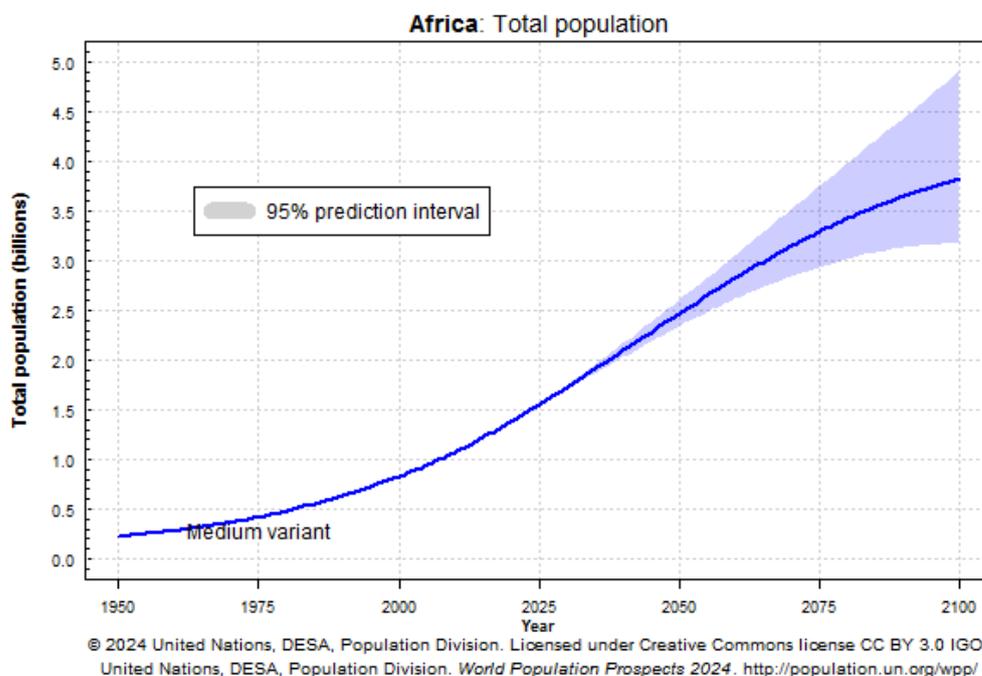
Le 27 janvier 2025, l'Association *Africa Data Protection (ADP)* a organisé dans le cadre des *Africa Data Protection Awards* un événement intitulé « Gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle : quelle place pour l'Afrique ? ». Cet événement, labellisé « En route vers le sommet pour l'action sur l'IA », s'inscrit dans la préparation du Sommet pour l'Action sur l'IA prévu les 10 et 11 février 2025 à Paris. Deux tables rondes ont réuni des experts africains et internationaux :

- **David GUEYE**, Directeur adjoint du numérique et de l'innovation TV5 Monde
- **Dr. Ghita MEZZOUR**, Fondatrice et Présidente de *DecisiveAI*, Ancienne Ministre Déléguée Chargée de la Transition Numérique du Maroc et de la Réforme administrative du Maroc
- **Sonia CISSÉ**, Avocate *Tech, Data et Cyber* chez *Linklaters*
- **Silvere ASSOUA**, Chef de Département Conformité et protection des droits – Autorité de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI)
- **Dr. Luc JULIA**, Directeur scientifique Renault et co-créateur de *SIRI*
- **Inès BEDAR**, Consultante stratégie Data & IA *Capgemini Invent* / Ancienne membre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et des services du Premier ministre français
- **Prof. Benjamin GUINHOUYA**, Épidémiologiste, responsable du programme de Data Science en Santé, Université de Lille
- **Amal RANNEN-TRIKI**, *Senior Research Scientist* chez *Google DeepMind*, et membre du bord exécutif du *Deep Learning Indaba*

L'événement a été animé par **Sofia EL MRABET**, avocate spécialisée en *Fintech* et Tech chez *Pledge Avocats*, et le rapport a été rédigé par **Dalila FERRAH**, consultante indépendante en protection des données.

L'Afrique, une terre florissante en matière d'IA

L'Afrique, deuxième continent en taille et en population, comptant 54 pays et plus de 1,4 milliard d'habitants, dispose d'un territoire diversifié, à la fois riche en cultures, ressources naturelles et histoires. Grâce à sa jeunesse croissante, le continent bénéficie d'un taux de pénétration élevé des nouvelles technologies - plus de 60 % de sa population a moins de 25 ans.



Cette dynamique démographique, combinée à une ouverture croissante aux innovations technologiques, constitue un terrain fertile pour l'adoption et le développement de l'IA. Selon PwC, l'IA pourrait générer jusqu'à 1 200 milliards de dollars pour le continent d'ici 2030, soit une augmentation de 5,6 % de son PIB.

Analyse d'un cas d'usage : l'agriculture de précision

L'agriculture de précision repose sur l'utilisation de technologies avancées telles que les capteurs, les drones et les données satellitaires pour fournir des analyses précises et basées sur les données. L'objectif est d'optimiser l'utilisation des ressources, d'améliorer les rendements agricoles et de réduire l'impact environnemental lié à l'usage des engrais, des pesticides et de l'eau. Cette approche s'appuie sur l'IA, l'Internet des objets (*IoT*) et l'analyse des mégadonnées (*big data*) pour traiter d'importants volumes d'informations, notamment la composition des sols et les conditions météorologiques. Les algorithmes d'apprentissage automatique (*ML*) exploitent ces données pour générer des recommandations exploitables, permettant aux agriculteurs d'optimiser leurs décisions en matière de gestion des cultures.

Applications concrètes :



UjuziKilimo : exploite l'IA pour analyser la composition des sols et fournir aux agriculteurs des conseils personnalisés sur la fertilisation, l'irrigation et la rotation des cultures afin d'optimiser les rendements.

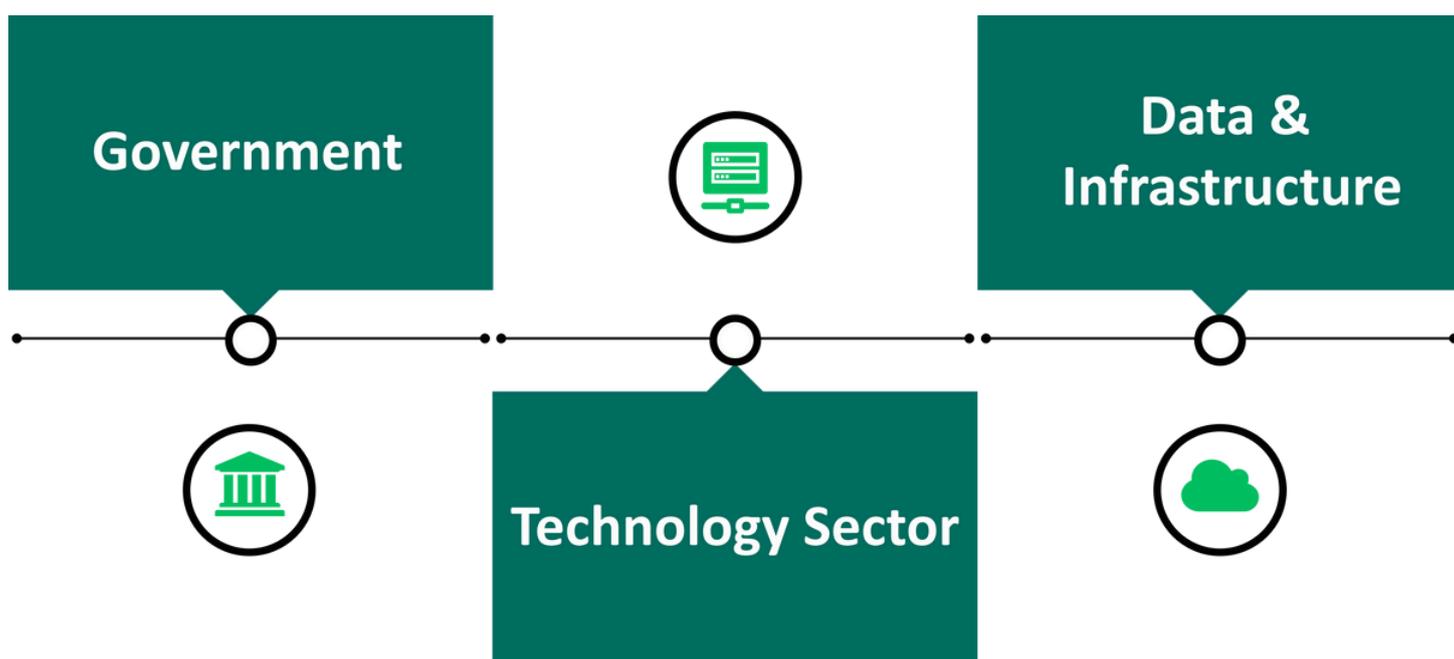
Un continent émergent face à des défis structurants

Malgré des taux de croissance économique parfois prometteurs et des efforts continus en matière d'industrialisation, l'Afrique demeure confrontée à des défis considérables, notamment en ce qui concerne le développement humain, l'accès aux infrastructures de base et l'amélioration de l'éducation. Le manque d'infrastructures numériques aggrave cette situation, accentuant le risque d'un creusement du fossé numérique, qui limite l'accès aux opportunités offertes par les technologies de l'information et de la communication. Ces obstacles restent des freins à l'épanouissement global du continent, restreignant ainsi l'exploitation de son potentiel.

Cependant, des opportunités émergent et montrent qu'il est possible de surmonter ces limitations. Djibouti en est un exemple frappant, grâce à sa position stratégique au carrefour des câbles sous-marins qui relient les continents. Le pays s'est donné pour objectif de devenir un *hub* régional de l'IA en Afrique de l'Est, avec la mise en place du le premier *Datacenter* de la corne de l'Afrique (DDC) et un nouveau *Datacenter* inauguré en 2024, marquant ainsi une avancée significative dans l'infrastructure numérique de la région. À cet égard, il convient de noter que l'énergie solaire représente en Afrique une opportunité majeure pour alimenter localement ce type d'infrastructure.

Selon l'Indice de préparation des gouvernements à l'IA 2024, l'Afrique enregistre des avancées notables en matière de préparation à l'IA. Cet indice, élaboré par le cabinet de conseil britannique *Oxford Insights*, évalue la capacité des gouvernements à adopter et à intégrer efficacement l'IA dans leurs services publics. Cet indice est exprimé sur une échelle de 0 à 100.

L'édition 2024 de l'indice examine 40 indicateurs répartis en trois piliers :



Gouvernement : Ce pilier analyse la vision stratégique des gouvernements concernant le développement et la gouvernance de l'IA. Il prend en compte la réglementation en place, l'attention portée aux risques éthiques ainsi que la capacité numérique interne, notamment les compétences et les pratiques favorisant l'adaptation aux nouvelles technologies.

Secteur technologique : Ce pilier évalue la maturité du secteur technologique d'un pays, sa capacité d'innovation, l'environnement entrepreneurial, les dépenses en recherche et développement, ainsi que la qualité du capital humain disponible pour soutenir l'IA.

Infrastructures et données : Ce pilier mesure la disponibilité et la qualité des données nécessaires au bon fonctionnement des outils d'IA, ainsi que l'infrastructure requise pour leur exploitation et leur accessibilité aux citoyens.

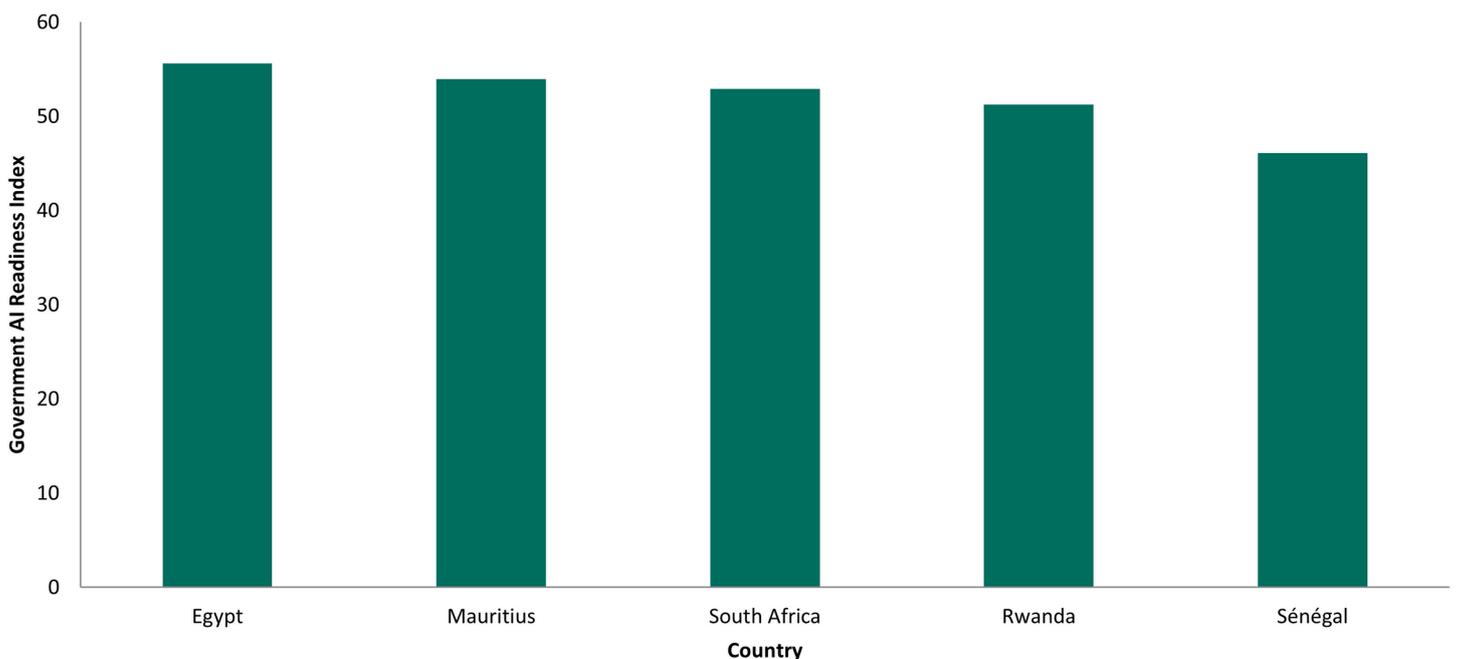
Fondamentalement, l'indice répond à la question suivante : dans quelle mesure les gouvernements sont-ils prêts à mettre en œuvre l'IA dans la prestation des services publics ? l'objectif est d'aider les décideurs politiques à prendre des décisions éclairées et à exploiter pleinement le potentiel de l'IA pour améliorer les services publics à travers le monde.

L'Égypte (55,63) se positionne en tête du classement continental, suivie de l'île Maurice (53,94), de l'Afrique du Sud (52,91) et du Rwanda (51,25), qui se distinguent comme des précurseurs dans le renforcement de leurs écosystèmes d'IA.

Un second groupe de pays performants émerge, mené par le Sénégal (46,11), suivi de la Tunisie (43,68) et du Maroc (41,78), mettant en lumière de nouvelles opportunités de croissance dans la région.

En comparaison, la France affiche un indice de 79, tandis que les États-Unis atteignent 87, soulignant l'écart significatif entre les régions en matière de préparation à l'intelligence artificielle.

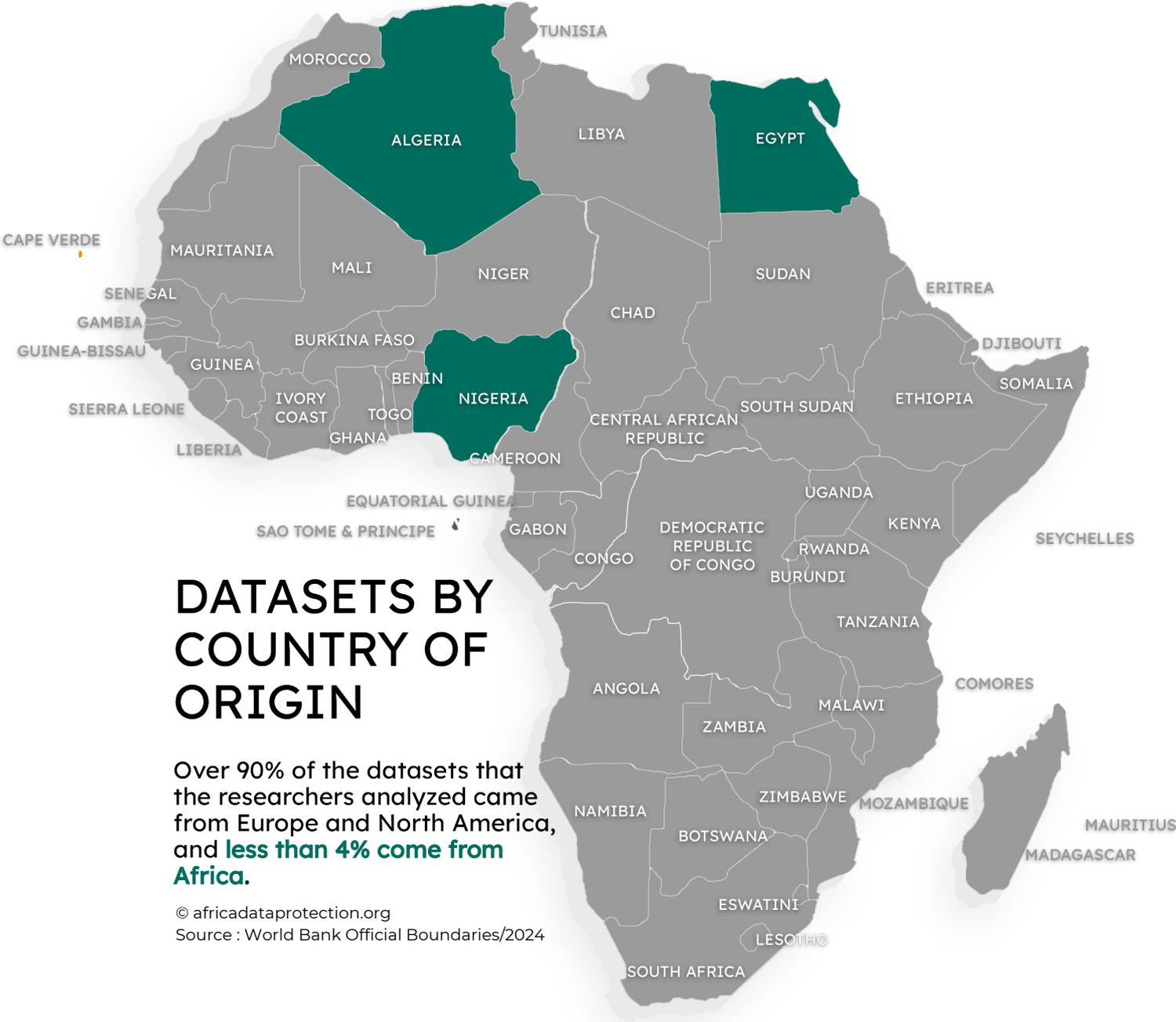
Africa 2024 Overall Scores



Parallèlement, l'île Maurice s'impose comme un *hub* régional de l'IA, avec des initiatives telles que le *Deep Artificial Intelligence Centre*, situé au *Data Technology Park*, qui sert d'incubateur pour la transformation numérique et le développement de l'innovation sur le continent.

Malgré ces progrès, l'Afrique est confrontée à certains défis qu'elle relèvera qu'avec beaucoup d'entrain. La dépendance aux technologies étrangères en fait partie, notamment dans le secteur médical, où les États-Unis dominent largement avec leurs dispositifs embarquant de l'IA. Pour répondre à ces enjeux, l'Agence africaine du médicament est appelée à jouer un rôle central pour impulser une politique sanitaire souveraine en investissant dans la recherche médicale locale avec le soutien actif de la diaspora africaine. Ces efforts sont essentiels pour garantir une autonomie technologique et une meilleure adoption des solutions d'IA aux réalités africaines.

Aussi, le faible volume de données africaines utilisées dans les bases d'entraînement mondiales – seulement 4 % –, peut favoriser les biais algorithmiques, affectant la fiabilité des résultats pour certaines populations locales.



L'IA doit être inclusive pour répondre aux besoins spécifiques du continent africain tout en respectant sa diversité culturelle. Cela implique le développement de solutions accessibles en langues locales et adaptées aux contextes économiques variés.

Global Benchmarks	English	52.60%	English languages 53%
	Hindi	0.10%	
Top African Languages	Afrikaans	0.003%	African languages 0.02%
	Twi	0.00195%	
	Swahili	0.00135%	
	Malagasy	0.00022%	
	Bambara	0.00025%	
	Venda	0.000115%	
	Hausa	0.00011%	
Average with other African languages*		0.000999%	
Sum of African Languages		0.01999%	

Prevalence of internet content in African languages compared to global benchmarks

(% of internet content in language, 2023)

*Afrikaans, Twi, Swahili, Bambara, Malagasy, Hausa, Venda, Haitian, Haitian Creole, Igbo, Luba-Katanga, Ndonga, Kirundi, Tokelau, Tswana, Akan, Chichewa, Chewa, Nyanja, Fulah, Ganda, Masai

Source: AI4D Africa

L'Afrique ne peut se contenter d'être un marché passif pour les grandes puissances technologiques, elle doit être en mesure de prendre des décisions indépendantes concernant ses propres outils et infrastructures.

Renforcer la recherche et la formation : un pilier essentiel pour la gouvernance et l'influence globale

Pour que l'Afrique puisse jouer un rôle majeur dans la gouvernance mondiale, il est primordial de renforcer ses capacités en recherche et en formation. Ces deux domaines sont fondamentaux pour assurer l'innovation, l'autonomie technologique et l'influence du continent sur la scène internationale.

Du côté des gouvernements, des initiatives comme celle du Nigéria, qui a récemment alloué 1,5 million de dollars pour encourager la R&D en IA, témoignent de la prise de conscience croissante du potentiel de cette technologie. Les bailleurs internationaux jouent un rôle essentiel dans le développement de l'écosystème IA africain : la Banque mondiale finance plusieurs projets numériques liés à l'IA, notamment au Kenya (*Digital Economy Acceleration Project*), en Tanzanie (*Digital Tanzania Project*) et à Madagascar (*PRODIGY*). La France, via l'AFD, soutient des initiatives comme la faculté d'ingénierie de Nairobi ou encore la numérisation des services publics au Rwanda. Elle contribue également au développement de la *Rwanda Space Agency* pour exploiter les géo-données. La Fondation Bill & Melinda Gates, quant à elle, finance des projets dans la santé et l'agriculture au Kenya, en Tanzanie et au Rwanda.

Dans cette dynamique, les partenariats public-privé sont essentiels. Des entreprises investissent massivement dans des infrastructures IA en Afrique, notamment par la construction de centres de données et le développement de programmes de renforcement des compétences en IA. Microsoft prévoit par exemple un investissement global de 80 milliards de dollars en infrastructures IA, incluant des *data centers* en Afrique et un programme de renforcement des compétences en IA au Kenya. Ce type d'investissement, couplé à des initiatives locales telles que le *Deep Artificial Intelligence Centre* à Maurice ou le Centre africain de compétence pour l'IA au Kenya, montre que des écosystèmes d'innovation peuvent être créés et soutenus, même dans des contextes émergents.

Les universités africaines jouent également un rôle clé dans ce processus. Des institutions prestigieuses comme l'Université de Makerere en Ouganda ou l'Université du Cap en Afrique du Sud intègrent des programmes avancés de formation et de recherche en IA, contribuant ainsi à renforcer l'expertise locale. Parallèlement, des *hubs* technologiques comme *iHub* au Kenya ou le *Cairo's AI Research Centre* en Égypte jouent un rôle de catalyseurs, en nourrissant l'innovation et en renforçant l'écosystème technologique continental.

Rappelons qu'en 2006, les États membres de l'Union africaine s'étaient engagés à allouer 1 % de leur PIB à la recherche et au développement (R&D). Pourtant, en 2024, ces investissements en R&D n'ont atteint que 0,42 %, bien en deçà de la moyenne mondiale de 1,7 %, ce qui révèle un manque flagrant de priorisation politique et de financement. Les investissements dans ces domaines demeurent insuffisants. Cette dépendance à l'égard de financements externes et insuffisance d'investissements locaux doivent être traitées. Si l'Afrique souhaite parvenir à faire de l'IA un moteur de développement interne et à renforcer son engagement international, il faut qu'elle se dote de moyens à la grandeur de ses ambitions.

Gouvernance de l'IA en Afrique : le tremplin pour une voix africaine légitime dans le dialogue mondial

Grâce à la Stratégie continentale pour l'IA et au Pacte numérique africain, l'Union africaine (UA) impulse une dynamique qui va bien au-delà de la simple adoption de technologies. Ces initiatives visent à résoudre des défis socio-économiques pressants tout en renforçant l'indépendance technologique du continent. La formation des compétences locales, l'intégration de l'IA dans des secteurs essentiels comme la santé, l'agriculture et l'éducation, ainsi qu'une approche éthique et inclusive, sont au cœur de cette ambition. Le rapport *AI for Africa Blueprint 2021* confirme cette vision en proposant une feuille de route solide basée sur l'inclusion, l'innovation et l'éthique. Cette volonté collective montre que l'Afrique ne se contente pas de suivre la révolution technologique mondiale, mais qu'elle entend prendre activement part à la définition des règles du jeu. Des pays comme l'Égypte, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, Djibouti et le Kenya ont déjà pris des positions sur les principes de l'OCDE et soutenu des résolutions des Nations Unies concernant l'éthique et la régulation de l'IA.

Le Kenya, par exemple, se distingue en signant la Déclaration de Bletchley en 2023 et en devenant le premier pays africain à rejoindre l'AI Safety Institute des États-Unis, intégrant ainsi un réseau international dédié à la sécurité de l'IA. Le pays a également accueilli à Nairobi, en avril 2024, une réunion des ministres africains de l'Information, réaffirmant l'importance de la digitalisation et des infrastructures numériques dans les économies modernes. Nairobi a aussi été le théâtre du Forum sous-régional de l'UNESCO sur l'IA en Afrique de l'Est en juin 2024. Cette initiative a permis notamment de souligner l'importance d'une gouvernance éthique et responsable de l'IA en Afrique.

Toutefois, sa participation à l'élaboration des frameworks internationaux les plus influents demeure encore limitée. A titre d'exemple, aucun pays africain n'a, signé l'*OECD Framework for the Classification of AI Systems* adopté en 2022, ni le *G7 International Code of Conduct for Organizations Developing Advanced AI Systems* établi en 2023. Cette absence limite l'influence du continent dans la définition des normes et standards internationaux relatifs à l'IA.

Dans cette dynamique, l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui constitue la vision stratégique à long terme du continent, accorde une place essentielle au développement des infrastructures numériques et à l'innovation technologique. L'IA y est perçue comme un levier clé pour la transformation économique et sociale du continent, notamment à travers des initiatives comme le Marché unique numérique africain (SDM), qui vise à harmoniser les politiques numériques et à favoriser l'émergence de champions technologiques africains. Cette ambition s'inscrit dans une volonté plus large de renforcer la souveraineté numérique de l'Afrique tout en garantissant une gouvernance responsable et éthique des technologies émergentes.

L'un des défis majeurs à ce que l'Afrique pénètre la scène mondiale de la Gouvernance de l'IA réside dans l'absence d'une gouvernance et d'une législation unifiée concernant l'IA à travers le continent. Bien que des efforts aient été faits, telle que le met en exergue la résolution 473 de la Commission Africaine des Droits de l'Homme en 2018, qui appelle à des lois sur la gouvernance numérique, la fragmentation législative reste un frein. Au sein du continent, des disparités juridiques existent entre les pays, s'ajoute à cela des lois souvent obsolètes ou insuffisamment adaptées aux technologies émergentes freinant ainsi une harmonisation nécessaire pour une gouvernance efficace en la matière. Cette fragmentation est également perceptible dans le domaine de la protection des données, qui constitue pourtant un pilier central pour le développement de systèmes d'IA responsables. Malgré l'existence de textes tels que la Convention de l'Union Africaine sur la Cybersécurité et la Protection des Données à Caractère Personnel (Convention de Malabo), peu de pays l'ont ratifiée, et les approches nationales varient considérablement. Le manque de cadres clairs relatifs à la collecte, au traitement et au partage des données crée ainsi un frein supplémentaire, rendant plus complexe l'émergence d'une IA véritablement panafricaine et conforme aux exigences de protection de la vie privée.



Le continent doit traiter ce sujet à bras le corps et adopter des cadres juridiques locaux adaptés et ne pas se contenter d'appliquer aveuglement des modèles étrangers dupliqués, souvent inappropriés aux réalités africaines. Aussi, il devra adopter une stratégie évolutive, capable de répondre à la fois aux besoins de sécurité et à ceux de l'innovation technologique. Pour ce faire, le rôle des institutions africaines à travers des initiatives comme la Stratégie continentale pour l'IA, est essentiel. L'Union Africaine a mis en place un groupe de travail spécialement dédié à l'IA, afin de promouvoir son adoption dans des secteurs clés du développement tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures. Cette initiative ne se limite pas à la promotion de l'innovation puisqu'elle intègre également l'élaboration de cadres réglementaires pour anticiper les enjeux éthiques, sociaux et économiques de cette technologie. Enfin, le 5 février 2025, Smart Africa a annoncé le lancement officiel du Conseil Africain de l'IA visant à renforcer la gouvernance de l'IA en Afrique. La création officielle du Conseil aura lieu en avril 2025 lors du Sommet mondial de l'IA sur l'Afrique. Indéniablement, traiter la question de la gouvernance de l'IA en Afrique permettra au continent de peser davantage dans la définition d'un cadre international équilibré et respectueux de sa diversité.

Conclusion

L'Afrique se trouve à un moment charnière où l'IA représente un levier stratégique pour son développement. Avec une population jeune et dynamique, des initiatives locales innovantes et une gouvernance de plus en plus affirmée, le continent est sur la voie pour transformer ses défis en véritables opportunités. Toutefois, pour concrétiser son potentiel, l'Afrique doit surmonter des obstacles tels que le manque d'infrastructures adaptées et un financement insuffisant pour la R&D ainsi que la formation.

La création de hubs technologiques régionaux et l'harmonisation des cadres juridiques nationaux sont des étapes fondamentales pour garantir une gouvernance cohérente et une IA respectueuse des valeurs africaines. La coopération intra-africaine, pour sa part, représentera un levier essentiel.

Les initiatives en cours témoignent de la volonté du continent à s'imposer sur la scène mondiale de l'IA.



L'Afrique dispose d'une opportunité unique pour définir les contours de l'avenir numérique mondial, et il est impératif que sa voix soit pleinement prise en compte pour garantir une gouvernance mondiale de l'IA équitable, inclusive et représentative également des diversités du continent.

Ce rapport entend alimenter les débats à venir et soutenir la participation active de l'Afrique aux grands projets internationaux.



© Africa Data Protection - 2025

www.africadataprotection.org

info@africadataprotection.org